

INVITÉS

La souveraineté alimentaire, un rempart aux nationalismes

Altermondialisme ▶ «Face à la montée des nationalismes et de la xénophobie, la souveraineté alimentaire est plus nécessaire que jamais.» Un collectif d'intellectuels et de militants engagés dans la défense du droit à la souveraineté alimentaire dénonce les «fausses réponses» qui se présentent contre le néolibéralisme économique globalisé, tout en renforçant leurs propres intérêts.

COLLECTIF*

Avec le Brexit, l'élection de Donald Trump, la montée de l'extrême droite en Europe et le développement des migrations, il est urgent d'intensifier la coopération entre les pays et leurs populations. Les guerres, le dérèglement climatique, l'épuisement des ressources naturelles, la pauvreté massive, la faim et la malnutrition, mais aussi l'accroissement des inégalités sont autant de problèmes fondamentaux que l'humanité doit chercher à résoudre ensemble. On ne peut le faire sans remettre en cause à la fois la mondialisation néolibérale actuelle, et les orientations xénophobes et nationalistes qui se présentent contre la globalisation économique, tout en protégeant et renforçant leurs propres intérêts.

Les fausses réponses au néolibéralisme sont à la une, notamment celle de Donald Trump qui, dans son projet présidentiel, d'un côté développe des protections contre les importations et bloque le Traité transpacifique, et de l'autre favorise le capitalisme financier, les multinationales américaines, les énergies fossiles et le capitalisme vert... tout en niant le dérèglement climatique et réprimant les luttes sociales. L'Union européenne n'est pas en reste, qui impose à l'Afrique des accords de «partenariat» économique (APE) très inégalitaires et maintient dans la politique agricole commune (PAC) des outils de protection masqués et de dumping¹. Les critiques officielles – y compris celles du FMI – des défauts ou excès de la mondialisation, le report du projet de traité transatlantique (alors que le CETA² est en cours d'adoption), ainsi que la réduction actuelle des échanges internationaux, nous montrent que le cadre néolibéral actuel est à bout de souffle. Mais ces évolutions n'empêchent pas les multinationales de poursuivre leurs offensives, en se protégeant avec des brevets et en cherchant à imposer des tribunaux d'arbitrage privés dans les accords commerciaux.

Les mouvements sociaux luttent contre les projets de traités de «libre»-échange, pour la justice climatique, pour la solidarité internationale, pour la conquête de nouveaux droits pour les paysans et pour le respect des droits humains par-

En Suisse, des militants accompagnent le dépôt de l'initiative populaire sur la souveraineté alimentaire à la Chancellerie fédérale, à Berne, le 30 mars 2016. Le texte, lancé par le syndicat paysan Uniterre, vise l'inscription de la souveraineté alimentaire dans la Constitution.

KEYSTONE



tout dans le monde. Ces luttes diverses visent à répondre aux attentes des populations victimes des effets de la mondialisation néolibérale, dans les domaines de l'alimentation, de l'environnement, du revenu et de l'emploi, notamment. Au cœur de ces luttes s'inscrit le mouvement pour la souveraineté alimentaire, qui revendique le droit des populations à décider démocratiquement de leur politique agricole et alimentaire et vise un changement en profondeur de nos systèmes alimentaires.

Une exigence démocratique

Notre réponse à la montée des nationalismes et de la xénophobie réside dans le renforcement des mobilisations aux quatre niveaux (local, national, régional, international) qui permettront la conquête progressive de la souveraineté alimentaire, revendication portée depuis 1996 par le mouvement paysan mondial Via Campesina et de nombreuses organisations. La souveraineté alimentaire, c'est «le droit des populations, de leurs pays ou unions, à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping [ou, mieux, sans préjudices] vis-à-vis des autres pays», (Via Campesina, 2003). Elle «place ceux qui produisent, transforment et consomment une ali-

mentation locale et saine, au cœur des systèmes et politiques alimentaires et agricoles [...] en lieu et place des exigences du marché et des transnationales...» (Forum Nyéléni, 2007). C'est une exigence démocratique, qui se situe à l'inverse de la captation du pouvoir par l'agenda des sociétés transnationales. Et ce n'est pas un agenda du repli sur soi: les mouvements sociaux qui revendiquent la souveraineté alimentaire expriment une solidarité transnationale, et ils ne contestent pas le rôle du commerce international – bien qu'ils appellent à sa régulation, et à un rééquilibrage entre commerce international et renforcement des systèmes alimentaires locaux.

La souveraineté alimentaire est à traduire à l'ONU en un nouveau droit commercial international, favorisant l'adoption aux niveaux national et régional de politiques agricoles adaptées aux besoins des pays en matière d'organisation des marchés et d'appui aux agricultures durables et favorables à des pratiques alternatives de production et d'échange. Elle vise à assurer la sécurité alimentaire dans de bonnes conditions. La souveraineté alimentaire n'est pas l'autarcie. Elle veut mettre le commerce international à sa juste place en donnant la priorité à l'agriculture et à l'alimentation de la population, non aux marchés. Elle donne un nouveau cadre favorable à

des politiques de relocalisation des productions, à l'agro-écologie, à la protection et à l'accès durable aux ressources. Elle permet de développer des systèmes alimentaires donnant la priorité à la nutrition, à la santé, à l'environnement et adaptés culturellement.

Au plan international, elle fournit la base pour passer d'échanges actuellement hégémoniques – favorisés par les règles de l'OMC (organisation mondiale du commerce) – au profit des Etats puissants et des sociétés multinationales, à des échanges de type coopératif, limitant les avantages des pays pouvant abuser de leur situation concurrentielle. Au devoir des pays de ne pas nuire aux économies agricoles des pays tiers doit correspondre le droit de mettre en place de réelles protections – droits de douanes et quotas d'importation notamment –, justifiées sur les plans économique, social et écologique.

Ne laissons pas les paysans seuls dans la bataille

Face à la concentration globalisée du pouvoir alimentaire, la prise de conscience par les consommateurs et les citoyens des enjeux et de leur capacité d'action s'est bien développée. Les initiatives de relocalisation alimentaire se multiplient, mais

restent fragiles dans le cadre des politiques actuelles. Dans cette bataille pour la souveraineté alimentaire, ne laissons pas les paysans seuls. L'alimentation est l'affaire de tous. Ensemble, organisations paysannes et citoyennes, certaines institutions, chercheurs, s'appuyant sur les réussites locales de «transition», nous devons proposer de nouvelles règles, de nouveaux cadres pour le commerce international agricole et les politiques agricoles et alimentaires. Il y a urgence. L'adoption prochaine d'une déclaration onusienne sur les Droits des paysans et autres personnes travaillant en milieu rural et les avancées au sein du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale, notamment en ce qui concerne l'importance de l'accès aux marchés locaux, nationaux et régionaux pour les petits producteurs, devraient constituer autant de points d'appui vers la souveraineté alimentaire.

Par les mobilisations larges et plurielles qu'elle implique, comme par ses nombreux apports, la conquête de la souveraineté alimentaire constitue une bataille essentielle dans la période actuelle à hauts risques: pour faire reculer les nationalismes, les injustices, la xénophobie, pour la sauvegarde et le développement de l'agriculture paysanne, pour une alimentation nutritive et saine, accessible à tous, et pour la protection de la planète. 1

* Michel Buisson, auteur de *Conquérir la souveraineté alimentaire*, l'Harmattan, 2013.

Gérard Choplin, auteur de *Paysans mutins, paysans demain – Pour une autre politique agricole et alimentaire*, Editions Yves Michel, à paraître en février 2017.

Priscilla Claeys, Senior Research Fellow in Food Sovereignty, Human Rights and Resilience, Centre for Agroecology, Water and Resilience (CAWR), Coventry University (UK).

Gustave Massiah, auteur de *Une stratégie altermondialiste*, Editions La Découverte, Paris, 2011; représentant du CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement, France) au Conseil international du Forum social mondial. Cosignataires: Jacques Berthelot, économiste, auteur de *Réguler les prix agricoles*, l'Harmattan, 2013; Ibrahim Coulibaly, président de la CNOP (Coordination nationale des organisations paysannes) du Mali; coordination européenne Via Campesina; Manuel Eggen, chargé de recherche et plaidoyer FIAN Belgium; Christophe Golay, auteur de *Droit à l'alimentation et accès à la justice*, Bruylant, 2011, et *The Fight for the Right to Food. Lessons Learned*, Palgrave Macmillan, 2011; Laurent Pinatel, porte-parole de la Confédération paysanne; Geneviève Savigny, Coordination européenne Via Campesina; Olivier de Schutter, ancien Rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation (2008-2014); Aurélie Trouvé, maître de conférences AgroParisTech, porte-parole d'Attac.

¹ Les paiements directs de la PAC permettent d'exporter des produits agricoles à des prix inférieurs aux coûts de production. Notifiés indûment dans la «boîte verte» de l'OMC, ils sont sous la menace constante d'une poursuite à l'OMC. Associés à des prix agricoles alignés sur les cours mondiaux, ils sont de fait une subvention à l'agro-industrie et à la grande distribution, qui s'approvisionnent à bas prix en produits européens.

² Accord commercial signé entre l'Union européenne et le Canada mais non encore ratifié.